



# cerises

## la coopérative

### De saines occupations...

Depuis le 4 mars, artistes et technicien-ne-s du spectacle occupent les théâtres pour tenter d'obtenir une réouverture des droits sociaux. Jour après jour, AG après AG, les luttes convergent, les manières d'agir ensemble s'affinent, le désir de refonder le secteur culturel s'affermir.

Alors que le secteur culturel semblait fortement soutenu durant cette crise, les précaires se rappellent aux bons souvenirs du ministère et des directeurs de lieux. Les scènes nationales et conventionnées (et les compagnies associées à ces lieux) ont réussi à jouer majoritairement la solidarité de branche. La mise en place d'une première "année blanche", renouvellement mécanique des droits au chômage des intermittent-e-s, a presque rendu invisible les baisses de revenus de ces derniers. Seulement voilà, les artistes et technicien-ne-s ont très peu profité du chômage partiel et ont parfois vu leurs ressources diminuer de moitié. Des milliers de personnes sont passées complètement à côté des différents soutiens et de la redistribution. Les occupations de théâtres ont permis de rendre visible cette détresse sociale par la demande d'un renouvellement de l'année blanche et un "plan de relance" axé vers l'emploi salarié intermittent. Dès les premiers jours, les occupant-e-s demandent également le retrait de la réforme du chômage et une année blanche pour tou-te-s les précaires. Notons que cette convergence est une "tradition" dans le secteur où certain-e-s demandent l'intermittence pour toute-s.

Une occupation, c'est du temps passé ensemble à s'organiser (manger, dormir, se laver...) mais aussi à agir sur le mouvement en cours. Devons-nous rester dans les théâtres ? Comment ne pas apparaître uniquement "festifs et joyeux" ? Comment converger sans diluer notre lutte ? Comment cohabiter avec les équipes des lieux et parfois des résidences ? Quelle place pour les syndicats ? Le public ? Qui décide ?

La nécessaire clarté des mots d'ordres amène aussi une volonté de voir plus grand, plus loin... Ici on veut passer du ruissellement à l'irrigation par la racine, là on s'interroge pour mettre en "communs" les théâtres. Faire œuvre en 2021, oui mais comment ? Pourquoi enfermer les représentations dans ces bâtiments clos ? Comment faire art avec le réel, sa complexité et sa beauté ? Comment porter les droits culturels en actes ? L'ouvrage semble immense mais aussi exaltant. Si ce printemps n'a pas encore offert la nécessaire victoire sur le terrain social, il fait germer un essentiel au cœur d'une profession : participer à sa mesure à l'urgente transformation du monde. Rien ne sera plus comme avant. ●

Laurent  
Eyraud-Chaume



### Humeur de Cerises

Pas de restau en mars ?  
Ce sera peut-être sur Mars ?

La pandémie provoque une forte demande de logements dans les villes moyennes et en bord de mer. Donc les prix de l'immobilier s'envolent. Pour loger les jeunes natifs chez eux, on a désormais besoin de construire du logement social...

Grâce à la crise, la France se rapproche de son objectif d'émission de gaz à effet de serre. De plus de 500 MtCO<sub>2e</sub> en 2010 à 310 à 356 en 2030. Enfin une bonne nouvelle !

### Agenda militant

**6 avril**

[Grève fonction publique](#)

**8 avril**

[Des mobilisations et des pratiques alternatives au projet de société](#)

**8 avril**

[Journée d'action et de grève dans le secteur santé](#)

## Les prédateurs : le cas Danone



Lundi 15 mars le conseil d'administration a évincé le PDG Emmanuel Faber. Les principaux actionnaires ont eu le dernier mot. Un « petit » actionnaire est entré dans le capital « Bluebell Capital » et a fait du lobbying auprès d'autres actionnaires pour que l'entreprise échappe à des choix qui n'allaient pas dans le sens d'une rentabilité maximale pour les actionnaires. 5 mois après que ce géant de l'agro-alimentaire se soit proclamé entreprise à mission, en clair être une entreprise dite « socialement responsable », le conseil d'administration en a décidé autrement. Pourtant E. Faber avait annoncé il y a quelques mois un plan de licenciement de 2000 personnes dont

400 en France.

Effet du marketing, Danone a tenté de se donner une image populaire auprès de sa clientèle. Mais ce n'était pas suffisant pour une majorité d'actionnaires. Une fois l'action Danone repartie à la hausse, Bluebell a revendu ses actions et a empêché la différence ! Mais on pourrait appliquer dans ce qui vient de se passer le mot d'ordre suivant « actionnaires de tous les pays unissez-vous ». Ils le font sans aucune vergogne. Ils se retrouvent régulièrement dans des cercles pour ajuster leur stratégie et ne rien lâcher sur le partage des profits réalisés. Non Faber n'était pas un gentil patron face à de méchants actionnaires. Nous sommes confrontés à un capitalisme prédateur. Il est donc urgent pour les travailleurs et l'avenir de la planète d'y mettre fin.

● DANIEL ROME

## « Au mur ! » disait Blanquer ...



L'inquisiteur de l'Éducation nationale a lancé une nouvelle fatwa : après Sud Éducation, il veut maintenant dissoudre l'UNEF. Comme les vociférations contre Sud Éducation il y a quelques temps, celles contre l'UNEF n'ont aucun fondement juridique, en l'état actuel de la législation. Mais l'enjeu des réactionnaires est là : à travers l'hégémonie culturelle, imposer les débats sur « leurs » sujets, pour déboucher sur de nouvelles restrictions des libertés.

Car la première chose à dire et répéter, c'est que les organisations syndicales n'ont de compte à rendre qu'à leurs membres. Pas à des personnes extérieures, encore moins à celles qui les combattent. Ceci vaut pour tout groupement par lequel des femmes et/ou des hommes s'associent librement.

Les rappels à l'ordre républicain dont se gargarisent la réaction s'inscrivent dans une continuité historique : celle de la république bourgeoise qui a massacré la Commune il y a 150 ans, la république coloniale, patriarcale, inégalitaire... Cette république se raidit car elle perd pied, au fur et à mesure que des pans entiers de son hypocrite et scandaleuse réalité s'effondrent.

Syndicats et associations sont sommés de ratifier des « contrats d'engagement républicain ». Nos engagements ont pour but la république démocratique, égalitaire et sociale. C'est incompatible avec leur république et ça s'appelle lutte des classes et combat contre toutes les oppressions. Ça concerne tout le monde et passe, parfois, par des réunions qu'on appelle non mixtes, réservées à certain.es, catégorielles, sectorielles, etc...

Et alors ?

Au mur ! Disait le capitaine... (Chanson de JB Clément sur la Commune)

● CHRISTIAN MAHIEUX

## Si le FMI le dit ...

Selon 4 chercheurs du Fonds Monétaire International, la pandémie Covid porte en elle une « ombre longue », celle des « répercussions sociales des pandémies ». Partant du lien pandémie et mouvement révolutionnaire observé par les historiens, les chercheurs du FMI ont établi ce lien de façon quantitative. Ils montrent ainsi que les pandémies mènent au désespoir économique et social, renforcent à long terme le désordre social, non sans avoir à court terme un effet pacificateur sur la situation sociale. La pandémie en soi ne provoque pas le trouble mais amplifie les conditions préexistantes. Et de citer l'insurrection de juin 1832 intervenue quand l'épidémie de choléra reculait. La situation française sociale et politique d'alors est explosive avec notamment le pic de la révolte des canuts fin 1831. Écartant toute vision systématique du lien épidémie, troubles sociaux, les experts évoquent une révolution allemande de 1918 émergeant au pic de la 2<sup>e</sup> vague de la grippe espagnole, mais ce sont les 5 années suivantes qui sont marquées d'une agitation sociale vive jusqu'au milieu des années 20. Les gripes asiatiques de 1957-58, et de Hong-Kong en 68-69 montrant qu'une crise épidémique a la capacité de renforcer les problèmes sociaux existants modulo un décalage dans le temps.

La pandémie a certes calmé les conflits comme celles qui ont traversé le Liban, le Chili, Hong-Kong ou encore l'Équateur, mais sans régler les inégalités portées depuis 40 ans par les politiques néolibérales qu'elle a aggravées. Face à la croissance faible ou nulle, le capitalisme n'a d'autre ressource qu'augmenter la pression sur le travail. À bas bruit durant la pandémie se tricote ainsi une situation explosive selon les experts du FMI.

Pour les chercheurs, ce calme du temps pandémique n'est pas gage de paix sociale mais temps de latence de désordres politiques et sociaux. Si le FMI semble ignorer les travaux de ses propres chercheurs, le réel les confirme voire devance la prédiction. Ainsi des troubles majeurs marquent nombre de pays. On évoquera le Sénégal où l'arrestation de l'opposant Ousmane Sonko a enclenché des manifestations d'ampleur, émeutes de la faim, colères contre le chômage massif des jeunes, creusement des inégalités, corruption, le tout sur fond de gestion répressive de la crise sanitaire et de régime hyper présidentialisé de Macky Sall dont la brutalité échoue pour l'instant à mater le soulèvement populaire.

La Tunisie en 10<sup>e</sup> anniversaire de la dynamique de 2011 par de forts mouvements de protestation défend le droit de manifester, de s'exprimer, dénonce les violences de l'appareil d'État à l'encontre des droits sociaux, économiques, culturels et environnementaux, le viol de la constitution. Au Myanmar manifestations, résistances spectaculaires au coup d'état militaire rencontrent l'audace impressionnante des fédérations syndicales, des organisations de travailleurs notamment celle des cheminots, des fonctionnaires, des professionnels de santé.

En Inde les syndicats ouvriers ont organisé ce qui a pu être qualifié de plus « grande grève du monde » regroupant 250 millions de salarié.es et la lutte depuis plusieurs mois a gagné les campagnes. La colère des paysans indiens s'exerce contre les trois lois adoptées du gouvernement de Modi qui engagent une profonde libéralisation du secteur agricole. Mais ce soulèvement se généralise à toute la population. Dans plusieurs États des structures de démocratie directe (les panchayat) sorte d'AG géantes pouvant réunir plusieurs dizaines de milliers de personnes se mettent en place pour la lutte mais aussi pour la vie quotidienne.

Le soulèvement se généralise, transforme les élections en referendum anti Modi, installe de nouvelles pratiques: mariages sans prêtre ni frais, ouverture d'écoles dans les bidonvilles, repas aux enfants, défense des services publics avec les employés des assurances et des banques en grève contre leur privatisation. Peu à peu un double pouvoir se met en place.

● CATHERINE DESTOM BOTTIN



© Brice Le Gall

## Les luttes redéfinissent-elles la politique ?

Un climat de conflictualité est installé en France et dans le monde. Il s'inscrit dans la durée et révèle l'ampleur de l'affrontement avec le système d'oppression capitaliste.

Que nous disent aujourd'hui, dans une perspective post-capitaliste, ces luttes, ces mobilisations populaires et les pratiques alternatives ? En quoi contribuent-elles à une redéfinition de la politique ?

*Cerises* rend compte d'une riche discussion entre acteurs et actrices des luttes les plus marquantes de ces dernières années.

Dossier illustré par les photos de Serge d'Ignazio et de Brice Le Gall, du mouvement des artistes, intermittents du spectacle et précaires contre la réforme chômage et pour la réouverture des lieux de culture

## Dans les luttes, une autre vision de la société ?



Richard Abauzit



Hélène Derrien



Khaled Gaiji



Fanny Gallot



Omar Slaouti



Arya Meroni



Kevin Vacher

Loi « travail », luttes contre les grands projets inutiles, gilets jaunes, mouvement contre la casse des retraites, marches pour le climat, mobilisations antiracistes et contre les violences policières, mouvement féministe... Ces dernières années ont été riches en mobilisations sur des champs sociaux et sociétaux très divers.

C'est vrai dans notre pays, mais aussi dans d'autres régions du Monde, de Hong Kong au Soudan, des USA à l'Amérique du Sud comme en témoigne la toute récente victoire des femmes argentines qui ont arraché la légalisation du droit à l'avortement.

**Toutes ces luttes sont loin d'avoir abouti, mais elles manifestent un climat de conflictualité qui s'inscrit dans la durée et révèle l'ampleur de l'affrontement avec le système d'oppression capitaliste.**

Parallèlement, des pratiques alternatives ont émergé, sans doute encore limitées mais qui expérimentent à leur mesure une autre vision de la société. La crise sanitaire liée à la Covid a ainsi vu un foisonnement d'initiatives citoyennes (solidarités de proximité, fabrication de masques...) répondant pour partie à l'incurie des gouvernants et témoignant de capacités d'auto-organisation au sein de la population.

Qu'expriment ces mouvements populaires aujourd'hui ? Qu'est ce qui bloque leur développement ?

Comment apprécier les formes novatrices de mobilisation qui émergent : grève féministe, grève pour le climat, ... ? Quel point d'appui trouver dans leur ancrage dans les territoires ?

Quel rapport aux institutions se dessinent dans un contexte marqué par la montée des politiques autoritaires et répressives ? Comment les nouvelles formes d'organisation par en bas, portées souvent par de nouvelles générations, bousculent les conceptions traditionnelles de la politique ?

Qu'est-ce que ces luttes et pratiques peuvent, au-delà des appels mécaniques à la convergence, générer en termes de stratégie pour une alternative politique ? En quoi ces luttes et ces pratiques alternatives peuvent dessiner une perspective de dépassement du capitalisme ? À quelles conditions un processus révolutionnaire serait possible aujourd'hui et avec quelles forces sociales ?

A l'occasion d'une visioconférence le 5 février dernier organisée par le réseau AEEF, Cerises et des militant.e.s du NPA, c'est autour de ces questionnements qu'ont débattu des acteurs et actrices des luttes parmi les plus marquantes de ces dernières années : **Richard Abauzit**, *Gilet Jaune de Montpellier*, **Hélène Derrien**, *militante pour la défense des hôpitaux et pour l'accès aux soins*, **Khaled Gaiji**, *président des Amis de la Terre France*, **Fanny Gallot**, *syndicaliste et militante féministe*, **Omar Slaouti**, *militant antiraciste des quartiers populaires*, **Arya Meroni**, *militante féministe et anticapitaliste*, **Kevin Vacher**, *à propos des pratiques d'auto-organisation dans les quartiers populaires de Marseille et de leur rapport aux institutions*.

Bruno Della Sudda, Bénédicte Gousault, Sylvie Larue, Henri Mermé ont extrait de ce passionnant débat, les idées qui leur sont parues essentielles. Ce travail a pu se faire grâce à la collaboration de Corinne Le Fustec, Jean-Louis Griveau, Christophe Lemasson pour le décryptage de la bande son, merci à eux !

● L'ÉQUIPE DE RÉDACTION DE CERISES



© Brice Le Gall

## Des luttes et des mobilisations basées sur l'auto-organisation

Les mobilisations citoyennes et les mouvements sociaux des dernières années -et encore en cours- ont ceci de commun : elles et ils se basent sur une auto-organisation et le plus souvent en-dehors de tout cadre organisé de type syndical ou associatif traditionnel. C'est vrai pour les Gilets Jaunes, mais aussi des mobilisations climat, ou des nouvelles expressions du féminisme et de l'antiracisme. Auto-organisation, volonté d'agir directement, de prendre ses affaires en mains sans s'en remettre à d'autres, méfiance vis-à-vis de toute représentation ou

délégation de pouvoir, ne sont pas des caractéristiques propres aux mobilisations en France : il en est ainsi partout dans le monde depuis plus de dix ans.

Pour **Richard Abauzit**, les Gilets Jaunes se sont appuyés « sur les réseaux sociaux pour le déclenchement de la lutte, avec surtout des jeunes à l'initiative ». Les GJ « n'avaient pas l'habitude des manifestations organisées, encadrées et déclarées, et qui ont surpris le pouvoir ». Des AG se sont tenues, suivies de tentatives de coordination des différents groupes de GJ, avec des mandaté-es. Leur façon de lutter reposait sur l'auto-organisation, le refus de déléguer à des chefs.

**Hélène Derrien** indique que la mobilisation fonctionne avec « des comités locaux, souvent animés par des jeunes aux initiatives originales. L'utilisation des réseaux sociaux est fréquente et nous bouscule parfois ».

**Khaled Gaiji** précise : « Les nouvelles formes d'organisation ont toujours été présentes dans les luttes et la créativité

y a toujours existé, surtout chez les jeunes. Résister, c'est créer et créer, c'est résister ! Ce qui a vraiment changé, c'est l'utilisation des réseaux sociaux, avec une montée en compétences chez les jeunes qui s'organisent de plus en plus. Dans les mobilisations climat, il y a une grande utilisation par « des jeunes autour de Greta Thunberg, de réseaux sociaux alternatifs ».

**Fanny Gallot** rappelle l'existence « d'une dynamique féministe mondiale, en particulier dans les grèves : le féminisme reconfigure les mouvements sociaux qui concernent d'autres questions ». Elle donne « l'exemple des chorégraphies des Rosies au moment du mouvement des retraites avec de nouvelles formes d'actions comme les flash mobs qui ont beaucoup circulé à l'échelle mondiale, reprises par les réseaux sociaux ».

Elle précise aussi que dans d'autres mobilisations comme celles des facs et labos en 2020, « les groupes féministes locaux sont présents pour gérer la mobilisation en étant attentifs à toutes les questions féministes, un révélateur



© Serge d'Ignazio

de la période. La nouvelle dynamique féministe est très jeune et l'hashtag restriction en septembre concernant la mobilisation sur les tenues vestimentaires au lycée a été un mouvement très puissant, de dimension internationale. Le féminisme se renouvelle par l'irrigation d'autres luttes et par de nouveaux objets ».

**Kevin Vacher** milite au croisement des questions du logement, des quartiers populaires, du droit à la ville et de la démocratie locale, « un gloubi-boulga un peu comme ça », aux côtés de « gens qui font comme ça pour s'accaparer, s'approprier, défendre leur espace local à Marseille », notamment au travers du « syndicat des quartiers populaires de Marseille -créé en 2017- et du collectif du 5 novembre créé dans le quartier des Noailles en 2018 où deux immeubles se sont effondrés, provoquant la mort

de 8 de mes voisins », précise-t-il.

« Il y a eu six marches à la suite de ce drame, marqueurs importants de maturation pour les mouvements locaux populaires marseillais ; mouvements syndicaux, associatifs et collectifs citoyens de différentes causes ont pu se réunir d'une façon inédite : une mobilisation populaire majeure.

La pratique nouvelle depuis deux ans, c'est qu'il y a un acteur collectif qui s'est auto-identifié sous le label de collectif citoyen...

C'est une myriade de formes d'organisation très souples sans entité juridique, pour la plupart, qui s'organisent au niveau local, en quartiers ou cités, sur une cause principale. On retrouve des pratiques autogestionnaires et libertaires. Il existe encore d'autres collectifs citoyens, comme « ceux qui ont conduit la liste du Printemps marseillais » vainqueur des élections municipales de 2020.

« On retrouve trois caractéristiques transversales à tous ces collectifs citoyens, aussi différents soient-ils : ils sont a-partisans et sans conflit avec les organisations politiques ; ensuite leur pratique politique est de faire sans attendre -et ce n'est pas par principe idéologique que les gens se sont constitués en collectifs citoyens : l'absence de l'État et des forces politiques pousse les gens à s'organiser par eux-mêmes dans des situations dramatiques, le collectif du 5 novembre n'a pas seulement organisé la mobilisation populaire : il a aussi organisé à la place des pouvoirs publics la solidarité sociale et juridique, en la politisant. Autre exemple, le Mac Do de Sainte Marthe réquisitionné par ses anciennes salarié-es, des habitant-es et des militant-es pour le reconvertir en plate-forme de solidarité, d'aide alimentaire et en restaurant social et d'insertion

tion, avec une valeur du faire très importante.

Et, troisième caractéristique commune : ces collectifs s'identifient par le local. C'est très important, on l'a vu dans d'autres mobilisations ou villes, chez les Gilets Jaunes (...) quand beaucoup se sont questionnés sur la possibilité d'une pratique municipaliste », au moment des élections ».

**Kevin Vacher** établit un lien entre ces pratiques et « l'action directe » mais les degrés de radicalité des collectifs « sont très différents ».

L'action directe, c'est « faire sans attendre, sans pour autant faire contre, donc sans les pouvoirs publics mais en coopérant. Pendant un an, on a construit avec le collectif du 5 novembre un document de politique publique, une charte du relogement, document de droit pour les personnes évacuées de leur immeuble (5000 depuis deux ans, à cause de la dangerosité de leur logement), on a créé de la politique publique en assemblées de citoyen-es avec les personnes concernées, des experts venus soutenir les personnes évacuées, on a fait par nous-mêmes (...), on n'a rien demandé, sans tourner le dos aux pouvoirs publics,

dans une politique de négociation et de coopération de type para-syndical».

**Arya Méroni** évoque « son expérience au sein d'une assemblée féministe auto-organisée, à Toulouse », comme dans l'État espagnol ou en Amérique latine. Elle fait le lien « avec de nouvelles formes de militantisme comme celles des colleuses, de collectifs auto-organisés ». Jusque-là, « il y avait de la délégation sans jamais préparer. On est parti du constat que les collectifs féministes ne permettaient plus la mobilisation car c'était toujours les mêmes féministes des syndicats, des partis, qui prenaient en charge les actions...

Donc l'idée était de sortir de ça, de faire venir du monde dans le féminisme et dans les pratiques quotidiennes dans une forme transversale, auto-organisée, sans attendre les agendas des syndicats et des partis politiques, sans être en opposition non plus. C'est pareil dans d'autres villes, il y a aussi des collectifs plus jeunes comme les colleuses, qui ne viennent pas des syndicats ou des partis : ce sont des jeunes qui en ont eu marre des violences subies et qui ont décidé de les coller sur les murs. On prend les choses en main : on fait, que ce soit par collage ou par d'autres formes. La rue, on la prend ! Avant, on mettait des semaines à se mettre d'accord sur un rassemblement ou une manif », pour un faible résultat. Les nouvelles générations veulent discuter, décider, et par là, refaire de la politique, sans passer par le canal des organisations syndicales ou politiques ou même associatives, c'est

plutôt comment faire nous-mêmes de la politique.

Du coup, ça change complètement la façon de voir le militantisme dans lequel on va non plus attendre qu'on nous donne notre place mais plutôt la prendre : le féminisme porte beaucoup ça, tout le monde est à égalité, il y a un désir égalitaire, y compris dans la lutte ».

Pour **Omar Slaouti**, « Ce qui est nouveau, c'est que certaines luttes vécues hier comme secondaires, le féminisme ou l'antiracisme, ont à présent une légitimité. On a réussi à imposer un agenda politique et un vocabulaire : le terme islamophobie qui écorchait la gueule à beaucoup de gens, et même le terme de violences policières, se sont imposés...

Et ce ne sont pas des syndicats ou des partis qui l'ont imposé, c'est l'influence de collectifs contre l'islamophobie et les violences policières, comme le collectif Adama Traoré qui a réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes dans un contexte de mondialisation des violences policières et en relation avec la campagne Me Too contre les violences faites aux femmes. La lutte contre le projet de loi Sécurité globale prolonge celle du collectif Urgence Violences Policières. L'application UVP permet de filmer la police : c'est devenu une question politique. Ce sont bien les quartiers populaires et leurs collectifs militants qui ont imposé leur agenda politique, aux gouvernements et aux tenants du pouvoir mais aussi aux partis de gauche, avec un renouvellement générationnel ». ●



© Serge d'Ignazio

## Intersectionnalité ou convergence ?

Un des problèmes qui se pose aux militantes engagées dans les luttes actuelles, qu'elles soient nouvelles ou renouvelées, c'est celui de leur dispersion et/ou de leurs convergences : comment créer une dynamique collective tout en gardant l'identité et la singularité de chacune...

**Les liens entre les mouvements / les coordinations se nouent à l'initiative des uns ou des autres. Le mouvement féministe semble très ouvert à la construction de liens avec d'autres luttes.**

**Fanny Gallot** « Je voudrais me concentrer sur une autre caractéristique de cette dynamique mondiale, c'est la manière dont le féminisme reconfigure les mouvements sociaux qui concernent d'autres questions. Un féminisme com-

plètement immergé dans d'autres mouvements sociaux et qui les reconfigure. Concrètement en France il y a dans la dernière période 1000 et un exemples dans les luttes écologiques, anti racistes, contre le libéralisme, le néo libéralisme, etc... La mobilisation contre les réformes des retraites a donné pour la première fois la place aux femmes. Donc un féminisme qui se renouvelle par l'irrigation d'autres luttes et par de nouveaux objets ».

**La convergence avec les forces syndicales et politiques interroge les militants mais...**

**Richard Abauzit** « A partir de janvier 2019, des tentatives de convergences ont eu lieu avec les forces syndicales, associatives, politiques. Les formes d'organisation ont ensuite évolué : la composition sociale des groupes s'est légè-

ment transformée, c'est-à-dire que sont arrivés un nombre non négligeable, mais réduit dans la durée, de militants organisés, politiques ou syndicaux, issus des classes moyennes ».

**Kevin Vacher** « Bien sûr il y a aussi pour les luttes des sans papiers, des actions en commun avec certains syndicats comme Solidaires ou la CGT qui ont compris qu'il fallait intégrer dans leurs logiciels les luttes de celles et ceux qui sont totalement marginalisés et invisibilisés ».

**Khaled Gaiji** « Plus jamais ça, c'est une sorte de coalition, un collectif d'associations, écologistes, sociales, féministes. Il y a eu une accélération des discussions qu'on avait, ça datait des universités, des résidences d'ATTAC,

On prend les choses en main

de la CGT, Greenpeace et ATTAC qui ont discuté ensemble et du coup on est arrivé à la conclusion qu'il fallait qu'on construise une grande coalition pour que nos différentes luttes s'unissent, ce qui est une nouveauté ».

**Le local, le quartier, un territoire commun, permettent la convergence des luttes**

**Kevin Vacher** Des collectifs qui s'identifient par le local. Je voudrai donner quelques exemples de là où je milite, le Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires (FUIQP) et de manière générale des luttes dans les quartiers populaires, des luttes contre l'islamophobie... De fait ce sont les quartiers populaires et leurs collectifs militants qui ont imposé leur agenda politique au Gouvernement. La force du local, là-dessus, est assez intéressante et c'est ce que nous apporte le mouvement municipaliste.

**assumer le dissensus et même l'assumer politiquement**

**Les dissensus ? Convergence ou dénominateur commun ?**

**Pierre Zarka** « Concernant la notion de convergence... on s'interroge sur une autre organisation de la société et du monde ...qu'on aille au-delà de la notion de convergence vers celle de dénominateur commun. Ce qui n'est pas la même chose. C'est-à-dire que personne n'abandonne son propre terrain, ses propres motivations. Je pense qu'on se dégage du catégoriel pour commencer à faire peuple. C'est-à-dire à être le peuple à travers ce qui est dit et dans toutes ses composantes. Et cette diversité, cette multiplicité ce n'est pas ce qui complexifie mais ce qui permet d'arriver à un nouveau type d'homogénéité ».

**Khaled Gaiji** « Il y a des formes de radicalisation systémique dans ces structures, c'est un changement majeur, c'est quand il y a une convergence de lutte, on parle d'intersection maintenant, ou alors on parle effectivement de dénominateur commun. Certains sociologues parlent des blocs sociaux antiraciste, féministe, et nous aux Amis de la Terre, on pense qu'il faut rapprocher ces blocs, parce qu'on est une famille commune. Stratégiquement il faut vraiment qu'on se rapproche pour être une force qui bouleverse le système ».

**Richard Abauzit** « La question du dissensus se pose dans tous les groupes de gilets jaunes puisque dans les gilets jaunes il y avait tout le monde, il y avait des gens avec des opinions politiques très fortes au départ. Sur les groupes qui n'ont pas trouvé de méthode pour régler ses divisions en général, ils se sont dissous assez vite, ils ont éclaté. Pour ce qui concerne notre groupe, dès le premier mois, à la première réunion du collectif, en assemblée générale on a décidé que les sujets dont on savait qu'il y aurait des divisions insurmontables, on n'en parlerait pas, qu'on dégage des objectifs de lutte sur lesquels on était tous d'accord ».

**Hélène Derrien** « Sur la gestion des dissensus que je lierais bien à la question de convergence ou quête de dénominateur commun, souvent on fonctionne beaucoup au consensus effectivement. Il n'y a pas de vote, on essaie de discuter jusqu'à ce qu'on tombe d'accord, on va dire. Après je crois que ce qui est important, et c'est là qu'on rejoint l'idée de dénominateur commun, c'est finalement quel objectif on se fixe. Et jusqu'où on est prêt à aller pour faire les choses ensemble ».

**Omar Slaouti** « Il faut qu'on puisse assumer le dissensus et même l'assumer

politiquement; c'est très important. Par exemple quand je vois comment certains gilets jaunes ont assumé la question «de l'arabe» avec ce que nous a dit le camarade, c'est juste dramatique. Parce que si Macron avait ordonné qu'on enseigne l'anglais en primaire, ça serait passé comme une lettre à la poste. Ce qui pour moi est un problème. De la même manière d'ailleurs que le collectif qui lutte aujourd'hui contre la loi sécurité globale. C'est une cinquantaine de structures. Pour éviter les problèmes, ils ont décidé de s'articuler uniquement autour de 2/3 articles, et pas la totalité de la loi ».

**Kevin Vacher** « Les pratiques de minorité/majorité ne sont pas des modes sains de décision, en réalité. Ce sont des pratiques d'écrasement par définition, par essence. Ce n'est bon qu'en dernier recours lorsque, vraiment, on a pas d'autre solution. Ces pratiques de consentement sont assez intéressantes

**chercher à unifier sans uniformiser**



parce qu'elles nous font sortir de ces rapports, justement, majorité-minorité qui sont des rapports dominants recomposés au final et qui croisent des rapports de domination. Toute dernière chose, toujours dans cette idée qu'il y a des choses qui se font aujourd'hui dans les contradictions du capitalisme qu'il ne faut pas ignorer sur l'intersectionnalité, la relation au singulier, je/nous. Souvent on entend les militants, dans les plus anciennes générations, qu'ils disent que les réseaux sociaux c'est individualisé - on l'entend

aussi chez les jeunes, d'ailleurs - que ça individualise les gens, que les gens n'ont plus le sens du collectif. C'est entièrement faux en fait. C'est juste la reconnaissance de plein de singularités et ça apprend beaucoup de choses à beaucoup de jeunes. Ce sont des modes de politisation qui échappent pour l'instant à la gauche et qui sont très, très puissants. Justement parce qu'ils entrent parfaitement dans la reconnaissance d'identités plus précises, plus plurielles qui peuvent former un «nous» sans problème ».



© Serge d'Ignazio

**Les identités préservées/ respectées, collectiviser les luttes implique et nécessite de préserver les identités de chacun**

**Catherine Bottin** Je voudrais souligner ce que je trouve remarquable dans les manif d'aujourd'hui c'est la présence qui ne se dément pas de banderoles

individuelles qui ne sont pas signées par des organisations mais qui portent des mots d'ordre inventés par les participant.es. La bonne nouvelle c'est que les gens ne s'en remettent plus à d'autres et disent ainsi : «C'est moi tout entier avec mes préoccupations qui suis dans la manif». Cela dit leur

engagement individuel dans la bataille du moment ».

**Fanny Gallot** « Cette idée de chercher à unifier sans uniformiser. C'est faire en sorte que l'on soit travailleuse du sexe, qu'on soit noire, qu'on soit musulmane, qu'on soit trans, on ait toute notre place dans ce mouvement féministe qui se reconfigure aujourd'hui et que personne ne se sente exclu pour ce qu'il est, pour son identité ».

**C'est l'action qui rassemble**

**Kevin Vacher** « Les collectifs que j'ai pu observer, soit en y participant, soit en les côtoyant régulièrement, c'est plutôt une démocratie par l'action, très peu formalisée, on retrouve cela dans pas mal de mouvements, ce sont des collectifs unis par une cause très précise et vers l'appétence du faire. Quand je dis démocratie par l'action en y réfléchissant cela peut se décliner de trois façons : la plupart du temps c'est le consensus, le groupe est très homogène autour de la cause commune, le groupe du 5 novembre dans lequel j'ai milité est très hétérogène socialement et en terme de parcours militants, mais homogène dans l'unité autour de la cause, ça c'est un très fort moteur de consensus. Ou bien par le consentement, il n'y a pas forcément de vote, mais on consent à ce qu'une grande partie du groupe, ou une majorité, ou une minorité fasse ce qu'elle veut sans que ce soit contradictoire avec le reste... D'autres le font très bien comme Assa Traoré ». ●

## Du rapport aux institutions

Quel rapport aux institutions se dessine dans un contexte marqué par la montée des politiques autoritaires et répressives ? Comment les nouvelles formes d'organisation par en bas, portées souvent par de nouvelles générations, bousculent les conceptions traditionnelles de la politique ?

**Quand l'État ou les services publics sont absents, les gens s'organisent par eux-mêmes.**

**Kevin Vacher** à propos du Collectif du 5 novembre à Marseille créé à la suite de l'effondrement des immeubles de la rue d'Aubagne : « L'absence de tout ce qui est lié à l'État font que les gens commencent à s'organiser par eux-mêmes dans des situations dramatiques. Le collectif a organisé quasiment à la

place des pouvoirs publics, tout le travail de solidarité soit sociale, soit juridique et évidemment en le politisant. On a créé la politique publique en assemblées de citoyens, avec des personnes concernées, des experts, venus soutenir les personnes qui s'étaient fait évacuer. On a fait par nous-mêmes sans attendre que les politiques nous répondent. Faire sans attendre et obliger l'acteur d'en face à se positionner ».

**Hélène Derrien** pour ce qui concerne le secteur de la santé : « Ce qui est intéressant aussi et n'est pas une forme de lutte mais pourrait le devenir, c'est ce qui s'est passé au moment de la gestion de la pandémie : il y a eu une reprise en main de la situation par les professionnels de santé. Un gros ras-le-bol s'est exprimé à l'égard du poids des directions, du poids de l'autoritarisme des ARS. Les gens ont vraiment ressenti que les professionnels c'étaient eux et qu'à côté, les usagers avaient leurs mots à dire et qu'il y en avait assez des restrictions, des diktats, de l'autoritarisme. »

**Certains mouvements sont tentés par l'action juridique, comme possibilité de rendre effectifs des droits inscrits dans les lois ou les constitutions.**

**Kevin Vacher** observe que « c'est le cas dans beaucoup de mobilisa-

tions écologistes, où il s'agit d'aller chercher des points d'appui dans le droit existant. Ce n'est pas rien. On a pu, parfois, un peu s'éloigner de ces mobilisations judiciairisées parce qu'elles ne sont pas assez massives. C'est vrai qu'elles ont des défauts. Mais ce n'est pas anecdotique de se dire qu'on va aller récupérer ce qu'on a déjà gagné à l'intérieur du droit, ce qu'on a déjà pu forcer dans le droit, pour fonder les mobilisations ».

**A l'inverse, certaines mobilisations vont s'affranchir des modèles institutionnels.**

**Richard Abauzit** « Ces manifestations des Gilets Jaunes faites par des gens qui n'avaient pas l'habitude des manifestations organisées, encadrées et déclarées ont surpris le pouvoir qui a été parfois débordé un peu partout et pas seulement sur les Champs Élysées. C'était un avantage ».

**Khaled Gaiji** parle d'une forme d'insurrection assez spontanée qui a bouleversé un peu tout le monde, et qui a beaucoup interrogé dans les organisations traditionnelles. **Richard Abauzit** précise aussi que le fait de refuser de déléguer à des chefs ne permettait aucune marge de manœuvre au pouvoir, aucune négociation possible avec des représentants.



© Serge d'Ignazio

**Des organisations traditionnelles bousculées par ces nouvelles formes de mobilisations**

Pour « entrer en politique » pas forcément besoin de partis, de syndicats, associations ... De nouveaux espaces se créent, sur des rond-points ou dans des lieux plus classiques, où se mêlent citoyens, militants associatifs, syndicalistes, politiques, où l'action rassemble, cimentant la construction du consensus, où les rapports majorité-minorité sont souvent rejetés.

**Arya Meroni**, militante féministe : « on prend notre place et on fait de la politique ensemble. Le féminisme porte beaucoup ça. Tout le monde est à égalité et c'est ce désir d'être égalitaire y compris dans la lutte qui nous pousse à ne pas attendre les agendas des syndicats et des partis politiques, sans pour autant être en opposition. On se demande comment on peut faire nous-mêmes de la politique et s'outiller pour le faire ».

**Omar Slaouti** : « De fait ce sont les quartiers populaires et leurs collectifs militants qui ont imposé leur agenda politique certes au Gouvernement et aux

tenants du Pouvoir mais aussi aux partis traditionnels de gauche. C'est aussi parce que certain.nes ne se sentent pas représenté.es dans ces partis ou dans les luttes syndicales qu'ils ont agi par eux-mêmes. Bien sûr il y a aussi pour les luttes des sans papiers des actions en commun avec certains syndicats comme Solidaires ou la CGT qui ont compris qu'il fallait intégrer dans leurs logiciels les luttes de celles et ceux qui sont totalement marginalisé.es et invisibilisé.es. »

**Colette Corformat** rappelle combien dans les années 70-80 les luttes féministes ont longtemps été difficiles dans les différents syndicats ou partis dans lesquels elle militait.

**Quel rôle alors pour les organisations ? Et la gauche dans tout ça ?**

**Michelle Guerci** observe l'effondrement des forces de gauche et s'en inquiète fortement. Pour elle « le rôle d'une organisation politique, ça peut être de réfléchir à ce qu'il faut mettre en avant pour inverser la tendance à la fascisation et faire en sorte que dans ces luttes qui existent, qui se renouvellent, il y ait une possibilité de remettre en cause le pouvoir.

Et le rôle d'un parti, c'est de travailler à

**au rencart les batailles qui tiennent du leadership !**

quels mots d'ordre, quelles pratiques, mettre en avant pour que la question du pouvoir soit posée afin d'inverser la vapeur par rapport à la possibilité du fascisme ».

Pour **Catherine Destom-Bottin** « Ces nouvelles formes de mobilisations n'invalident pas l'importance des organisations mais au contraire les renvoient à leur vrai boulot : permettre l'expression des individus, leur enthousiasme, leur capacité d'expression, leur humour, leur envie de combattre.

Et ça change le rôle des organisations : à elles de faire en sorte que l'intervention des individus qui choisissent de participer à une initiative prise par des organisations, y participent pleinement et en particulier sur l'appréciation du rapport de force. Et cela met au rencart toutes les batailles qui tiennent du leadership ! »



© Serge d'Ignazio

**Kevin Vacher** observe que « la mobilisation populaire sur la question du logement à Marseille a été d'une importance majeure, et un des éléments clefs de la crise du système et du départ de la droite locale. Les mouvements syndicaux, associatifs et collectifs citoyens de diverses causes différentes ont pu se réunir d'une façon jamais atteinte. C'est un acteur collectif qui s'est auto-identifié sous le label de collectif citoyen . Ce sont des modes de politisation qui échappent pour l'instant à la gauche et qui sont très, très puissants. Justement parce qu'ils entrent parfaitement dans la reconnaissance d'identités plus précises, plus plurielles qui peuvent former un « nous » sans problème ».

Pour **Pierre Zarka** « ceci tend à condamner la sempiternelle dissociation du social et du politique. L'idée que l'on ne pourrait réellement faire de la politique que pendant les périodes électo-

rales et le reste du temps serait réservé au social. Ce qui est une forme d'amputation ».

**Hélène Derrien** partage le même constat : « on sent bien aujourd'hui qu'on a passé un cap et que dans de très rares exceptions, on n'a plus tellement ce raisonnement là qui consiste à dire on ne va pas plus loin car c'est politique ».

**Richard Abauzit** s'interroge : « Quand on dit gauche, on pense sans doute élections, on pense partis politiques, et c'est là où l'on se trompe à mon avis. Je donne un exemple : en 2011 j'avais participé avec d'autres à la tentative de création d'un Front de Gauche des Quartiers Populaires sur le quartier de La Paillade à Montpellier. Dans les discussions, on a buté entre ceux qui étaient militants de partis politiques, de centre-ville, qui voulaient à tout prix

que dans les objectifs on marque qu'on était de gauche avec ceux des quartiers populaires qui disaient « si vous mettez gauche on perd les trois quart des gens qui nous suivent parce que pour eux gauche ça veut dire pareil que la droite ». Dans ce cadre-là évidemment on a perdu . Dernier exemple, sur notre rond-point on avait une dame commerçante, de droite, qui participait très activement au mouvement et un jour elle me dit « mais, Richard, je ne sais plus où j'en suis parce que quand même tout ce que l'on demande c'est de gauche »...

**Christine Poupin** conclue : « la politique était au-dessus des mouvements sociaux, elle lui donnait le sens et l'horizon, et dans notre réflexion on a intérêt à inverser le propos. L'ensemble de ces mouvements et mobilisations produisent de la politique au sens de morceaux d'un autre projet politique et on a besoin de reconstruire un projet émancipateur ». ●

## Les germes de l'alternative ?

**Le refus des dominations, des injustices est le point de départ, mais en cheminant, le rapport au système capitaliste émerge. Dans un premier temps la question d'un autre monde n'est pas posée.**

Dans un premier temps ce que nous rapportent les intervenant.es c'est que dans les luttes auxquelles elles et ils participent, la question d'un autre monde qu'il faudrait construire n'est pas vraiment posée. Cela est largement développé par **Omar Slaouti** : « Le problème c'est la question que tu poses. C'est-à-dire dans un premier temps quelles sont les nouvelles alternatives, les nouvelles formes de luttes. Et on referme cette première question sur une deuxième question qui est «oui mais, comment on fait pour dépasser le capitalisme ?». Mais ce n'est peut-être pas la première préoccupation de ceux et celles qui se mobilisent aujourd'hui. Voilà l'écueil qu'il faut à

**il y a déjà une esquisse d'une autre conception de la société**

chaque fois éviter. C'est-à-dire, avoir un regard plutôt bienveillant sur les nouvelles formes de mobilisation, sur les nouvelles revendications... et en même temps, ne leur donner de légitimité que si elles s'inscrivent dans le dépassement du capitalisme. Sauf que, comme cela a été dit par différent.es intervenant.es on est actuellement dans des cadres de mobilisation qui répondent à des urgences sociales, des urgences écologiques. Je peux vous dire que sur un ensemble de questions, il n'y a pas actuellement celle du dépassement du capitalisme, mais plutôt comment fait-on pour qu'il n'y ait pas une fascisation de la société ? Comment fait-on pour que les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier puissent s'emparer des luttes sur la racisation de la société et sur les inégalités. Pas simplement parce qu'il peut y avoir Marine Le Pen demain au 2e tour et que cette question du dépassement du capitalisme paraît presque ubuesque. Du coup c'est la deuxième partie de la question qui m'intéresse : comment dépasser les formes de domination ? On ne libère pas les femmes, elles se libèrent d'elles-mêmes. C'est vrai pour l'ensemble des secteurs aujourd'hui qui sont mobilisés, qui subissent des dominations spécifiques, il va falloir le reconnaître. Je le dis d'autant plus fort que sur la question de l'islamophobie, on a un vrai problème. Il

faut bien comprendre que l'urgence aujourd'hui pour celles et ceux qui vivent l'islamophobie dans leur chair, et bien c'est de pouvoir créer une nouvelle légitimité de lutte par l'auto organisation, et puis l'imposer à l'ensemble du mouvement ouvrier. Franchement ça n'est pas gagné, mais ce qui est certain c'est qu'il va falloir vous habituer à la présence de ceux et celles qui ont été complètement invisibilisé.es, qui revendiquent le droit d'exister, pas comme on souhaiterait qu'ils existent dans un cadre uniquement « lutte de classes ». Ça veut dire que pour pouvoir la dépasser évidemment par rapport au pouvoir en place, il va falloir aussi que l'ensemble du mouvement ouvrier, les syndicats, les partis politiques, soient présents aux côtés de ceux et celles qui luttent en particulier contre l'islamophobie, les violences policières... ».

**La lutte contre toutes les dominations est présente et en creux celle contre le capitalisme**

Cependant la question de la lutte contre toutes les dominations est déjà bien présente et d'une certaine façon, en creux, celle du dépassement du système actuel dans lequel ces luttes sont menées. C'est ainsi qu'**Aya Méroni** réagit aux propos d'**Omar Slaouti** : « Il me semble en fait que ce qui est dit fait partie du dépassement du capitalisme. C'est un peu le



© Serge d'Ignazio

sens de ce que je voulais dire sur le mouvement féministe et notamment international. Le fait de se réclamer aujourd'hui en tant que partie de la population complètement invisibilisée notamment en dehors de l'agenda de la «lutte des classes» traditionnel, le fait de dire qu'on veut exister comme on l'entend, et pas comme on voudrait nous définir de l'extérieur, en fait je pense que ça fait partie du dépassement du capitalisme. Si on réfléchit un peu à tout un tas de questions qui sont portées par les nouvelles formes de mobilisation, par exemple dans le mouvement féministe, si on prend à l'international la question du droit à la terre des populations indigènes en Amérique latine, le fait d'exister c'est aussi contre le système. ».

**Kevin Vacher** intervient dans le même sens : « Je repartirai de là : certain.es attendent que les mobilisations actuelles visent la sortie du capitalisme en elles-mêmes et les critiquent quand elles ne le font pas. C'est une absurdité pour les raisons qui ont déjà été évoquées ; et aussi parce qu'il me semble, dans une tradition marxiste matérialiste, qu'on a toujours considéré que ce sont les gens intéressés qui décident de leurs formes d'expérimentation et d'action. On doit retrouver là-dedans ce que certains appellent des «gisements de socialisme», des potentialités entravées que le système dominant empêche et qui pourtant sont déjà en train d'exister. C'est cela qu'on essaie de repérer à la fois dans les revendications qu'on porte et dans les

solutions qu'on trouve. Quand je disais qu'il y a une appétence pour le «faire» par soi-même, ce n'est pas théorique ou juste du désir. C'est aussi parce qu'on est contraint de faire par soi-même qu'on va chercher des solutions. C'est déjà en soit une perspective ».

A sa façon **Hélène Derrien** va dans la même direction mais pour indiquer que ce n'est pas encore gagné : « Dépasser le capitalisme et les systèmes de domination, c'est vrai que dans le domaine de la santé c'est parfois un petit peu compliqué. Il y a des choses qui progressent énormément, si je reprends les combats qui se menaient avec les comités locaux pour la défense d'une maternité, d'un service d'urgence, du main-



© Serge d'Ignazio

« tien de lits, on sent bien aujourd'hui qu'on a passé un cap et que sauf dans de très rares exceptions, on n'entend plus dire « on ne va pas plus loin car c'est politique ». C'est-à-dire qu'aujourd'hui le cap est franchi qui permet de se rendre compte que c'est effectivement l'application d'une politique de casse des services publics dont celui de la santé. Au niveau des hôpitaux cela me paraît beaucoup plus compliqué, il y a des médecins qui ont une certaine culture, sont issus de certains milieux, c'est difficile. Au total on est un petit peu sur une ligne de crête avant de basculer pour dire tous ensemble que c'est d'une autre politique dont on a besoin »

**Khaled Gaiji** : « Avec le mouvement des gilets jaunes on est amené à penser autrement, « fin du mois fin du monde même combat », on ne va pas proposer des taxes injustes, justes sur le plan environnemental mais totalement injustes sur le plan social et donc les choses ont beaucoup changé. Et ces rapprochements sont vraiment très intéressants, nous avons un même adversaire qui est le système dominant, le système capitaliste, le système patriarcal, il faut continuer ce travail en commun ».

**Richard Abauzit** : « Moi je crois que la bonne nouvelle c'est le soulèvement des gilets jaunes et c'est une chance historique pour retisser les liens perdus parce que les gilets jaunes c'est tout le monde. Ce n'est pas une catégorie sociale, c'est tout le monde, salarié. es ou pas, jeunes ou vieux, femmes ou hommes, et les objectifs des luttes des gilets jaunes comme c'est tout le monde, c'est la justice sociale et la démocratie, et ces objectifs ce sont ceux du plus grand nombre qui peuvent permettre de faire peuple. Et pour cela on a pas mal avancé ... parce que les objectifs qui sont les nôtres, sont ceux de tout le monde, et que ces objectifs sont évidemment incompatibles avec le système capitaliste. »

Il n'est bien sûr pas question de conclure une telle discussion et le principal est sans doute de l'avoir entamée. En témoigne cet échange entre Pierre Zarka et Omar Slaouti.

**Pierre Zarka** : « Je voulais revenir rapidement sur une remarque à propos du dépassement du capitalisme : il ne faut pas faire dire aux intéressés ce qu'elles-ils ne veulent pas dire. Ce

n'est pas tout à fait le sens de la problématique quand on écoute les différentes interventions, mais il y a déjà une esquisse d'une autre conception de la société, on est déjà au-delà de la protestation et du refus et on commence à mordre sur autre chose. Sur le féminisme, les migrant.es, le climat ce n'est pas encore convergent mais manifeste une maîtrise pour s'entendre sur l'horizon que nous voulons dépasser, et sur quoi nous nous entendons ».

Et à cela **Omar Slaouti** répond : « Il y a de fait dans toutes les luttes sociales de nouveaux horizons qui s'impriment, pour d'autres choix de société, pour autant actuellement on est sur un temps beaucoup plus long qui ne permet pas un horizon anticapitaliste car en réalité il y a des divergences de fond. Il y a des mouvements qui doivent être regardés à égalité sans qu'on partage l'ensemble de leurs logiques, il faut mettre en mouvement l'ensemble de ces mouvements sans niveler les aspérités des contradictions internes qui existent. Il y a des problèmes structurels et le mieux qu'on puisse faire c'est un mouvement des mouvements ». ●

## Des mobilisations et des pratiques alternatives au projet de société

Afin que, comme nous l'avons souhaité, cette séance de travail collectif ne soit pas une rencontre sans lendemain, mais l'ouverture d'un chantier, nous vous proposons de nous revoir en prolongeant le débat :

### À partir de ces luttes, de la manière dont elles se pensent, pouvons nous construire une vision alternative de la société débarrassée de l'exploitation et des oppressions ?

Avoir une vision post-capitaliste suppose-t-il de devoir s'aligner sur des projets livrés clés en mains ? Celle-ci, loin de mettre toutes les composantes populaires dans un même moule, n'est-elle pas à partir de chaque lutte, le moyen de dégager un dénominateur commun à toutes, en assumant la reconnaissance des oppressions imbriquées ? N'est-ce pas alors le moyen de donner davantage de puissance à ses actions dans la mesure où elles porteraient des solutions et où chacune serait reconnue indispensable par les autres ?

Notre pouvoir de faire sans nous en remettre aux institutions, nos actes de désobéissance, nos pratiques alternatives, ne sont-ils pas les germes de la construction d'une autre société ?

Nous vous proposons de continuer la discussion lors d'une nouvelle

## RÉUNION-DÉBAT en VISIO-CONFÉRENCE JEUDI 8 AVRIL de 18h à 20h30

La soirée s'organisera autour de deux questions :

- 1 / Comment une convergence et un dénominateur commun, pourraient-ils se construire dans les luttes contre les oppressions imbriquées ?
- 2 / En quoi et comment les mobilisations et pratiques alternatives évoquées, germes d'une autre société, permettent elles la construction d'un projet politique alternatif ?

- **Richard Abauzit**, Gilet Jaune de Montpellier
- **Hélène Derrien**, militante pour la défense des hôpitaux et pour l'accès aux soins
- **Khaled Gaiji**, président des Amis de la Terre France
- **Fanny Gallot**, syndicaliste et militante féministe
- **Omar Slaouti**, militant du Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires
- **Arya Meroni**, militante féministe et anticapitaliste
- **Kevin Vacher**, à propos des pratiques d'auto-organisation dans les quartiers populaires de Marseille et de leur rapport aux institutions

Pour participer à la rencontre, le lien de connexion est :

<https://us02web.zoom.us/j/84974961222?pwd=cTY3YWVuRlEyMFBSWmdvNTJUSTFlZz09>

La conférence sera diffusé en direct sur <https://www.facebook.com/ceriseslacooperative/>

Pour l'équipe de préparation de la rencontre : **Florence Ciaravola** (Réseau Autogestion Alternatives Altermondialisme Écologie Féminisme), **Jean Louis Griveau** (Réseau AAAEF), **Sylvie Larue** (Cerises, la coopérative), **Christine Poupin** (militante du NPA), **Pierre Zarka** (Cerises, la coopérative)

# Faire des vaccins anti-Covid un bien commun nécessite de contester les fondements du système capitaliste

**1-Pourquoi le gouvernement français, l'UE, les États Unis, l'OMC ne veulent pas céder sur la levée des brevets des vaccins anti-Covid alors que plus de 100 états le demandent, qu'un mouvement citoyen se développe, qu'une majorité de français.e.s y est favorable, et que la situation sanitaire redevient à nouveau alarmante ?**

Lever les brevets remet en cause la propriété privée des entreprises, et donc le système capitaliste. Le brevet, acte officiel de propriété industrielle qui accorde un monopole d'exploitation au propriétaire pour 20 ans, a été appliqué aux médicaments à partir des années 70, la décision a été argumentée au nom des coûts importants des recherches en ce domaine. Les droits de propriété intellectuelle sur les médicaments n'ont cessé ensuite d'être renforcés. Le principe de licence obligatoire c'est-à-dire la possibilité d'utiliser un brevet sans le consentement du propriétaire est de plus en plus limité : mais il reste possible en particulier en cas de force majeure comme la pandémie. Et pourtant, ni le gouvernement français, ni l'Union européenne n'ont décidé d'utiliser ce droit pour les vaccins anti-Covid.

Le brevetage fait des médicaments une marchandise, légitime et organise l'appropriation privée à but lucratif de la santé, aggrave les inégalités. Le directeur de l'OMS déclare ainsi que la situation actuelle devient grotesque en parlant des inégalités d'accès au vaccin dans le monde. Mais ce n'est pas une situation

nouvelle. 85% des médicaments sont utilisés par seulement 15% de la population mondiale. 20 ans d'exclusivité, cela donne beaucoup de temps pour rentabiliser la production et alimenter les dividendes des actionnaires et aggraver les inégalités. La pandémie actuelle est un révélateur des effets catastrophiques du système capitaliste.

Les brevets sur les médicaments ont été le moyen de relancer l'accumulation financière des industries pharmaceutiques, notamment états-uniennes, quand les taux de profits ont commencé à baisser au tournant des années 90, avec la montée des investissements nécessaires, notamment dans les essais cliniques, l'épuisement des nouveautés, et la nécessité de débroussailler à grand prix de nouveaux secteurs, sans parler de la concurrence des industries japonaises. L'extension du domaine des brevets, le Bayh-Dole Act aux USA, (mais aussi la loi Allègre en France), qui autorise les institutions publiques réalisant des recherches financées par l'État fédéral US à prendre des brevets sur les inventions issues de cette recherche, l'entrée de la propriété intellectuelle dans les négociations de l'Uruguay round, qui débouchera, en 1994, sur l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), intégrant l'Accord sur les Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce (ADPIC) sont les réponses à cette crise de rentabilité. Recherche sur fonds publics, start-up, capital-risque, puis rachats par les grands groupes sont devenus la norme dans la recherche, notamment dans le secteur des biotechnologies.

Ces mesures, centrées autour des brevets, ont déclenché un nouveau cycle d'accumulation, avec une financiarisation accrue du secteur pharmaceutique. De 7 à 8% de rentabilité il y a 30 ans, les majors pharmaceutiques atteignent les 20-25% de rentabilité voire plus pour certaines (Gilead >45%). Dans le même temps leur budget de Recherche et Développement régressent pour atteindre péniblement les 15% du chiffre d'affaires contre 25 à 30% pour les dépenses de Marketing. On estime à 20000 euros par an et par médecin les sommes dépensées par l'industrie pharmaceutique en France.

En 2016 le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique mondiale s'est élevé à environ 1000 milliards d'euros, dont près de 40% ont été réalisés par 10 firmes de dimensions mondiales. Le taux de rentabilité aux alentours de 20% donne aux industries pharmaceutiques un pouvoir considérable dans le secteur économique.

En France une partie de la santé échappe au capital mais le processus de privatisation est en cours. Stopper les brevets, contribuera à le freiner.

La 3<sup>ème</sup> vague menace les hôpitaux d'explosion. Le gouvernement qui a du sang sur les mains -plusieurs dizaines de morts par jour pourraient être évitées si la production de vaccins était libérée - prend de nouvelles mesures de restriction des libertés publiques. Nous payons cher la servitude du gouvernement français et de l'Union Européenne

aux exigences des capitalistes des Big Pharma.

**2-En supprimant les brevets, certain.e.s disent qu'on ne pourra plus financer les recherches. D'autres expliquent que s'il n'y a plus de compétition, il n'y a plus de moteur pour motiver les équipes de chercheurs. Et d'autres que le risque c'est d'ouvrir une brèche pour tous les brevets. Quelle alternative au système des brevets proposez-vous ?**

Dans cette période dramatique que nous vivons, et dans ce contexte de mondialisation, nous pouvons retenir le formidable élan qu'a pris la recherche mondiale pour le séquençage du virus, preuve s'il en était besoin que l'urgence et la conscience de la part des équipes de recherche du monde entier de l'enjeu de santé publique peut être le moteur d'une coopération extraordinaire et efficace rendue possible par le partage des données.

Ce qui nous coûte cher, c'est la compétition et les actionnaires, nous pouvons réorienter ces financements dans la recherche d'autant que celle-ci se fait de moins en moins en interne (Sanofi licencie les chercheurs). Ce qui nous coûte cher aussi, c'est la façon dont on réoriente la recherche vers des projets rentables. L'abandon de la recherche fondamentale sur la famille des coronavirus nous a plongé dans l'incapacité à anticiper la pandémie.

Cela revient à poser la question de qui doit décider des choix de recherche et de production dans le secteur de la santé. Il ne s'agit pas pour nous de s'en remettre à l'état. Une Conférence de santé, pourquoi pas sous l'égide de la Sécurité Sociale, réunissant chercheurs, médecins, usagers, élus, syndicalistes pourrait régulièrement donner des priorités, orienter les recherches fondamentales et recherches appliquées.



Concernant la production de médicaments et de vaccins, nous proposons de réquisitionner les entreprises, et puisqu'il s'agit d'un bien commun, de les mettre sous contrôle public, ce qui ne veut pas dire seulement étatique, mais suppose une démocratie sociale qui doit associer les associations, usagers, salarié.e.s, syndicats et représentant.e.s d'une sécurité sociale renouvelée.

Il faut redéfinir les champs de la recherche, en fonction des besoins de santé publique, et pas en fonction des besoins solvables comme actuellement, casser la politique de flux tendus, et assurer la transparence sur le prix des médicaments. Il faut injecter de la démocratie dans le champ des industries pharmaceutiques.

La santé est un bien commun. Son financement assuré par la Sécurité Sociale

en France ou par d'autres systèmes de protection sociale dans le monde, doit permettre un accès égal à toutes et tous aux soins. En 1945, la sécurité sociale en France a un rôle de régulation du prix du médicament. Ce n'est plus le cas. Elle assure la solvabilité du marché, elle devrait donc avoir le pouvoir de suspendre les brevets, et de contrôler les prix incluant le financement de la recherche.

Enfin, plutôt que de conditionner l'accès de toutes et tous aux vaccins anti-covid à un hypothétique accord au sein de l'OMC, il faut organiser à l'échelle mondiale le droit d'imposer des règles en matière de santé publique qui obligent l'économie à répondre aux besoins humains.

● SYLVIE LARUE, FRANÇOISE NAY, BRUNO PERCEBOIS, FRANK PROUHET

## « En Thérapie »

Série TV très prisée en ce moment de repli social. Une caméra dans le huis clos d'un cabinet de psychanalyste - espace d'intimité bien gardée - pousse notre curiosité à regarder cette « scène primitive » entre papa et maman, aux origines du secret.

Toutes les ficelles des histoires familiales sont réunies : violence, inceste, interdits, carences, et tous les méandres du psychisme des protagonistes, en condensé. Mais c'est un canapé qui est proposé, pas un divan... car les patients semblent allergiques à la position couchée, ils n'ont qu'une hâte, celle de s'asseoir; en face à face, les séances relèvent plus d'une psychothérapie que d'une psychanalyse classique. Concilier cinéma et intérieur d'un cabinet n'est pas facile, l'un demande du mouvement, l'autre est très statique; alors dans cette série, les patients arpentent le bureau, se baladent, vont aux toilettes, partent en claquant la porte, bref les passages à l'acte sont multiples et étonnants.

Le contenu des séances relève par moment de la joute oratoire: qui va avoir la maîtrise sur qui ? Les patients sont agressifs, provocateurs, le psychanalyste les gave non pas d'interprétations, mais d'explications théoriques, souvent justes d'ailleurs, mais qui font sourire. On a de la peine pour lui, qui a mal su contrôler le transfert d'une patiente érotomane, ou qui se transforme en gentil père de famille avec une adolescente trempée et paumée; il sort de son rôle tout le temps, il est malmené, on a le sentiment qu'à force de vouloir réparer activement ses patients, il va se noyer avec eux... Son masochisme le pousse à aller en supervision chez une collègue ex-amie qui ne fait preuve d'aucune bienveillance à son égard, et qui règle ses comptes avec lui. C'est bien loin de la richesse des supervisions qui nourrissent l'apprentissage de ce métier difficile de Psychanalyste.

Les acteurs sont excellents, les dialogues percutants, et cette série a l'immense mérite de souligner que les mots ont un sens, les actes des motivations inconscientes, ce qui, de nos jours, a tendance à être oublié. Quant au psychanalyste, on peut dire qu'il s'éloigne de la prudence et de la réserve bien avisée; tout cela fait rire, mais mes patients vont me trouver bien sobre, s'ils ont vu cette série, (et ils l'ont vue !

● DR EN.PATIE PSYCHIATRE, PSYCHANALYSTE



## La fabrique des pandémies

Depuis les années 2000, l'humanité est confrontée à au moins une nouvelle maladie infectieuse par an, 70% sont des maladies transmises par des animaux aux humains. Dans cet essai mobilisant de nombreux travaux et des entretiens inédits avec plus de soixante chercheurs internationaux, l'auteur nous montre comment la déforestation, l'extension des monocultures et le dérèglement climatique favorisent la propagation de nouveaux agents pathogènes. Ces maladies dites émergentes se multiplient par des mécanismes expliqués dans ce livre. La réponse que scientifiques et organisations internationales proposent face à cette menace est une conception globale de la santé remettant en cause la place des humains et de nos économies reposant sur l'exploitation irraisonnée des ressources naturelles et la globalisation effrénée des échanges. Pour le capitalisme la tentation est forte d'éradiquer les virus en exterminant les espèces-réservoirs, mais le remède serait pire que le mal car c'est précisément la fragilisation des milieux sauvages qui crée les conditions d'émergence des zoonoses (théorie de la dilution). L'auteur nous dit que le seul antidote est la préservation de la biodiversité impliquant d'en finir avec le modèle économique dominant pour préserver les écosystèmes au risque que de nouvelles pandémies prennent le pouvoir sur nos vies.

● BRUNO HABONNEAU

La fabrique des pandémies, Marie-Monique Robin, Éditions La Découverte, Février 2021, 352 pages, 20 euros.



## L'art est un faux dieu

Dans l'introduction à son essai, Jean-Louis Sagot-Duvaurox, philosophe, metteur en scène, franco-malien et multiculturel, relève que la France, 21° pays par le nombre de ses habitants.es, devrait dans un monde socialement et économiquement équilibré être le 21° pays du point de vue de la richesse produite. Égalité, dit-on ? Quand on crie à la décadence lorsque ce beau pays postcolonial passe de la 5° à la 7° puissance mondiale...

L'auteur expose les trois séismes qui affectent notre actuelle modernité : une crise écologique qui met en péril la planète, l'affaiblissement de la domination occidentale et les dangereux raidissements qu'elle provoque (que la géopolitique post Covid risque fort d'accélérer), l'argent-fou qui se substitue à l'argent-roi. Souligner dans ce contexte cette nouveauté offerte par une coopération comme celle du théâtre de l'Arlequin et la Cie BaroDa indique - espérons-le - un chemin possible pour une construction sociale où l'on s'approprie l'être social. Les droits culturels ne sont pas loin. Tournant le dos à une conception autoritaire du « savoir universel, » à son illusion, chacun-e ouvrira sa fenêtre à son sens, à sa hauteur (auteur ?).

Dans ces temps si troubles, ces rayons d'intelligence sont salutaires. Il appartient sans doute à chacun d'y cultiver dans son reflet une lumière de l'Autre.

● PATRICK VASSALLO

Jean-Louis Sagot-Duvaurox, L'art est un faux dieu, Éditions Jacques-Flament, Collection L'air du temps, 190 Pages, 2020, 15 euros



## « La Zone du Dehors »

Dans un futur non défini, mais relativement proche, une poignée d'humains a fui une terre devenue invivable pour fonder une nouvelle société sur un des satellites de Saturne. Au milieu d'un environnement hostile, et qui nécessite donc une implication totale de l'ensemble des citoyens pour survivre, la ville-bulle Cerclon a été érigée sur le modèle d'une démocratie sociale-libérale poussée à son paroxysme. Plutôt que de contraindre par la force les citoyens.es, à l'image du Big Brother d'Orwell, on les noie dans le luxe de la consommation. Ici, le maintien de l'ordre est réduit à son strict minimum, puisque la délation des comportements déviants est une norme sociale. Pour parachever ce système qui s'autorégule parfaitement, les citoyens ne sont plus définis par leur prénom mais par une suite de lettre qui conditionne leur place et leur importance sociale et qui peut être remise en cause à tout moment. Mais que devient le libre arbitre dans une telle société ? Le récit va suivre un petit groupe d'individus épris de liberté et qui vont tenter de mener leur (r)évolution ? Roman de science-fiction, dystopie politique, plaidoyer libertarien... Difficile de classer ce livre dans un registre. Mais cela ne doit pas l'empêcher d'atterrir sur vos étagères.

● FÉLIX VIENNE

La zone du dehors, Alain Damasio, Éditions Folio SF, 656 pages, nouvelle édition en 2021, 11,50 euros



## Le parfum des fleurs la nuit

Passer une nuit blanche dans un palais vénitien transformé en musée d'art contemporain, quelle drôle d'idée ! L'audace de L. Slimani est d'avoir accepté cette gageure pour explorer avec finesse et audace son intimité, pour évoquer les œuvres d'art, pour cheminer avec le lecteur, comme si elle le prenait à témoin sur une question centrale pour les humains : qui sommes-nous ? J'ai tout de suite pensé au livre d'A. Maalouf « les identités meurtrières ». Nous sommes tous des êtres complexes, avec des identités multiples qui ne se réduisent pas à un passeport. Identité qui ne peut être réduite à : là où nous sommes nés.es, là où on vit, à notre religion, à notre métier, à nos engagements. Le lieu choisi par l'éditeur n'est pas anodin : Venise à la confluence de l'orient et de l'occident. Elle évoque son lien charnel avec l'écriture, son père emprisonné à tort, son rapport au monde et à elle-même. Son écriture est douce, pleine de tendresse, comme une force intérieure lorsqu'elle dit « écrire c'est jouer avec le silence c'est-à-dire de manière détournée, des secrets indicibles dans la vie réelle. » Ce livre est un petit bijou. A mettre entre toutes les mains !

● DANIEL ROME

Le parfum des fleurs la nuit, Leïla Slimani, Éditions Stock, Janvier 2021, 152 pages, 18 euros



## Soulèvements populaires

C'est un ouvrage de la série Alternatives Sud du Centre Tricontinental belge (CETRI) comprenant une série d'articles analysant un certain nombre de soulèvements populaires débutés presque simultanément à l'automne 2019 dans divers pays du Sud et sur plusieurs continents : Inde, Indonésie, Liban, Irak, Iran, Algérie, Soudan, Haïti et Chili.

Le déroulement et l'issue de ces soulèvements ont pu être différents dans ces pays et dépendent en particulier du mode de réaction et de gestion des pouvoirs publics auxquels ils se sont confrontés. Par contre sur les revendications sociales ou pour les libertés démocratiques les points de convergence sont importants. Enfin nombre de leurs caractérisations présentent des similitudes telles que l'importance de la participation d'une jeunesse urbaine précaire dans laquelle les femmes jouent un rôle important, l'utilisation pour les mobilisations des réseaux sociaux, les modes d'organisation horizontaux ou le refus de la délégation. Toutes choses qui méritent d'être examinées et mises en perspective.

● HENRI MERMÉ

Soulèvements populaires, Point de vue du Sud, Collection Alternatives Sud, coordination Frédéric Thomas, Coédition Centre Tricontinental – Syllepse, 4° Trimestre 2020, 13 euros, 173 pages

# L'autre coopération franco-malienne

De même que l'Occident a « découvert » l'Amérique, on a coutume de considérer que la reconnaissance de la création culturelle africaine passe par sa conformité aux canons (postcoloniaux ?) de la pensée (forcément civilisatrice) occidentale...

La compagnie BaroDa (ex-BlonBa) à et de Bamako propose avec le théâtre de l'Arlequin à Morsang-sur-Orge une toute autre coopération, qui ne suppose ni n'aboutit à l'assimilation d'une culture par l'autre, ni même à juxtaposition. A l'occasion de l'Essonne Mali FESTival, toutes les actions possibles malgré la situation sanitaire ont été portées. La dernière création « Kalach story » résonne d'une brûlante actualité : « Une kalachnikov personnifiée séduit un aspirant émigré qui choisit de devenir son esclave. Il traverse l'Afrique et y sème la violence... » On vous promet que Bolloré ne sponsorise pas...

En attendant, la pièce, simultanément créée à Bamako et à Goma (République Démocratique du Congo), a eu un très fort impact en Afrique. A défaut d'avoir pu jusqu'à présent être montrée en France, la vidéo de la lecture recueille déjà de bons retours ; la crise sanitaire passée, le spectacle créé à Bamako devrait venir en France.

Une performance danse/sculpture consacrée à l'importante confrérie initiatique malienne des korédugaw, a elle put être montrée, dans les écoles notamment. Dans « La danse des korédugaw, » l'imaginaire malien d'hier et d'aujourd'hui a constitué le contexte où le danseur Modibo Konaté et le plasticien Ibrahim Bemba Kébé ont fait voguer près de 700 élèves de France. Sont-ils essentiels ces moments de partage qui ont émerveillé d'emblée ces jeunes ? Est-ce une excellence vitale de donner joie, expérience, goût de la conversation entre cultures ? Cette « insémination croisée », indique-t-elle les prémises d'un autre jour d'après ?

Trop souvent on accole à la reconnaissance d'une création (africaine) sa marchandisation, dans les canons de la réussite occidentale ! L'artiste devient alors un produit. Où tout le monde perd. De part et d'autre de la Méditerranée. Comme si l'essentiel était dans le placement, pas dans les regards partagés. Ici, dans cette discussion multiculturelle, les « histoires humaines » ne s'amarrent pas... hiérarchie respectée en ordre de marche, se combinent et s'enrichissent. En vrai. Dans cette modernité qui revient à la source, pas au (supposé) ruissellement... Foin d'un peu d'exotisme dans le « monde de l'art » dominant. Cette auto création multipliée, aux disciplines artistiques diverses, innerve la pluralité des sources et des (vraies) identités. Le respect, en sorte, pas la beauté imposée.

Cette poly culture réellement co-élaborée va à l'encontre d'un temps humain uniformisé, assujéti à la dictature de l'immédiateté. On voit comme la fermeture des lieux de spectacles vivants prive non seulement le public d'une aération essentielle, mais prive la mise en conversation des cultures, bouleverse repères et expressions, renvoyant peuples et personnes à la plus haute des solitudes ou à l'étrangeté du rayon vert.

Au fond n'est-ce pas d'égalité en actes dont il est naissance ici ? ●

Pour en partager plus : <https://theatrearlequin.morsang.net/event/emfest-2021-en-ligne/>

Sur le spectacle : <https://lacompanieblonba.net/class/kalach-story/>

La vidéo d'une lecture du spectacle : <https://vimeo.com/508730102>



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le [Manifeste](#), nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à [cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

Abonnement gratuit en ligne  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>  
<https://ceriseslacooperative.info/>

Patrick VASSALLO

